



**Palestine, ne détournons pas le regard !
Manifestons le 6 septembre pour un cessez-le-feu immédiat et pour
une paix juste et durable !**

L'ONU a officiellement déclaré l'état de famine dans la bande de Gaza, ce qui signifie une privation alimentaire extrême pour plus de 500 000 personnes et une malnutrition aiguë qui touche plus de 30 % des enfants de moins de cinq ans. Cette situation est une conséquence directe de l'utilisation, par l'armée israélienne, de la famine comme arme de guerre, avec la destruction des terres agricoles, le blocus de l'enclave palestinienne et une obstruction systématique de l'entrée d'aides.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires et FSU condamnent cette ignominie et la fuite en avant mortifère des autorités israéliennes ainsi que le silence complice d'une partie de la communauté internationale.

La bande de Gaza subit depuis près de 700 jours une guerre sans merci qui a causé plus de 62 000 morts et 150 000 blessés. Elle s'est traduite par des bombardements indiscriminés, des déplacements forcés des populations, l'obstruction aux efforts d'aides des agences onusiennes et ONG, les attaques contre les établissements médicaux et humanitaires et l'assassinat de journalistes. S'y ajoute cette politique visant à affamer enfants, femmes et hommes, parce que Palestiniens, et à imposer des conditions de vie délibérément létales. **Les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires et FSU s'insurgent contre ces violations graves et massives du droit international et des droits humains ainsi que contre ces actes à visée génocidaire documentés et dénoncés par une Commission d'enquête de l'ONU.**

Les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires et FSU s'alarment aussi de l'accélération de la colonisation en Cisjordanie occupée. Elles dénoncent l'adoption du projet E1 qui prévoit la construction de 3 400 logements qui entraînera la formation d'un bloc continu de colonies israéliennes qui vise à couper la Cisjordanie en deux compromettant la continuité territoriale palestinienne et la viabilité d'un futur État palestinien.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires et FSU réitèrent leur appel aux décideurs français et européens à agir immédiatement pour :

- Suspendre l'accord d'association UE-Israël.
- Mettre fin à la fourniture d'armes et de matériel militaire à destination d'Israël.
- Appliquer la résolution des Nations-Unies du 18 septembre 2024 visant à mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens, à la colonisation et à l'apartheid.

- Soutenir la Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice afin de respecter leurs décisions, notamment celles relatives aux agissements du gouvernement israélien qualifiés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, ou de risque de génocide.
- Demander la libération des otages israéliens.
- Demander la libération des prisonniers politiques palestiniens.
- Reconnaître l'État de Palestine dans le cadre du droit à l'autodétermination du peuple palestinien.
- Œuvrer à la construction d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens fondé sur l'égalité des droits.

La critique légitime des actes illégaux du gouvernement de Netanyahu ne peut être un prétexte pour des actes ou un discours antisémite que nos organisations syndicales condamnent fermement. Cette critique ne peut pas être, non plus, censurée ou disqualifiée avec des accusations calomnieuses.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires et FSU appellent à ne pas détourner le regard de ce qui se passe à Gaza. Elles appellent à se mobiliser samedi le 6 septembre, partout en France, pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza, pour mettre fin au blocus et pour une paix juste et durable.